

Canadair Limitée—Loi

dames de l'opposition ce à quoi se traduit la vente de la de Havilland. Vous avez effrayé la population sans raison et je me demande pourquoi vous avez fait cela.

Madame la Présidente, j'aimerais rappeler en conclusion que cette remise au secteur privé d'une entreprise de la Couronne prouve, hors de tout doute, l'effort déployé par le gouvernement conservateur pour redonner à ce secteur de l'économie la place qui lui revient; l'effort déployé pour éliminer la concurrence non équilibrée entre le secteur public et privé; l'effort déployé pour encourager le secteur privé à démontrer son initiative et sa capacité d'investir dans la haute technologie, dans la recherche et dans le développement.

Madame la Présidente, je m'en voudrais de terminer mon allocution sans énoncer certaines citations de personnalités reliées à cette transaction. M. Patrice Bleau, employé de Canadair: «Il nous faut développer de nouveaux marchés et je crois que cette vente va nous aider.» De M. Laurent Beaudoin, président de Bombardier: «Nous sommes très fiers de cette transaction, parce que cela cadre bien dans les plans d'évolution de Bombardier.» De M. Normand Cherry, du syndicat des travailleurs de l'aérospatiale, et cela, madame la Présidente, va contraster un petit peu avec ce que mon collègue du Nouveau parti démocratique disait tantôt, M. Cherry dit: «Ça augure bien.» Et c'est le président du syndicat. De M. Jean-Luc Bélanger, employé de Canadair: «Je crois que ça veut dire que les emplois vont demeurer ici. J'ai confiance en Bombardier.» De M. John Turner, chef de l'Opposition officielle:

[Traduction]

... «En général, nous sommes en faveur de cette transaction».

[Français]

Et finalement, j'en cite une dernière, madame la Présidente: «Si on dit qu'à Montréal, la fierté a une ville, on peut dire qu'au Canada l'égalité et le bon sens ont un gouvernement dirigé de main de maître par Brian Mulroney.» Cette citation, madame la Présidente, vient de moi.

• (1230)

[Traduction]

M. Kaplan: Madame la Présidente, je voudrais prendre un instant pour discuter de cette question. Je m'intéresse de très près au programme de privatisation du gouvernement. Je rejette le principe philosophique que la privatisation est toujours avantageuse ou préférable.

Je déplore vivement que le gouvernement soit esclave de son idéologie au point de laisser à des bénévoles du secteur privé et non à des professionnels le soin d'administrer le service des libérations conditionnelles. Selon moi, on commet une grave erreur lorsqu'on aborde des problèmes sociaux ou des questions économiques avec certains préjugés idéologiques, qui nous empêchent d'examiner le pour et le contre de diverses formes de participation.

Au cours de la dernière campagne électorale, l'opposition d'alors a fait une proposition extrêmement intéressante pour le secteur aérospatial. Le gouvernement, à l'instar des gouvernements de bien d'autres pays, participait au secteur aérospatial et il possédait la société de Havilland, de Toronto, qui fabrique des avions à hélices et la société Canadair, de Montréal, un fabricant d'avions à réaction.

Les conservateurs ont promis aux Canadiens que s'ils formaient le gouvernement, ils créeraient une entreprise aérospatiale nationale dont les Canadiens pourraient devenir actionnaires de trois façons. Certaines des actions de l'entreprise devaient être offertes au secteur industriel, afin qu'elle puisse passer sous le contrôle d'excellentes entreprises comme Bombardier. Il devait également être possible à une entreprise aérospatiale américaine, fort réputée comme Boeing, de s'assurer une participation minoritaire. Un autre bloc d'actions de cette société devait être offert aux employés des sociétés qu'allait absorber la nouvelle entreprise et un autre devait être offert au public. L'idée était excellente. Elle était à la fois intéressante sur le plan politique et pleine de bon sens.

Il me semble que les Canadiens ont été trahis d'une façon incroyable. Les conservateurs avaient en main un projet excellent qui aurait été bien accueilli par la population. Je l'aurais moi-même appuyé, tout comme l'aurait fait mon voisin qui, lorsqu'il était président du Conseil du Trésor, a examiné d'une façon très constructive la question de l'évolution de la structure de propriété des sociétés d'État. Sans faire le moindre effort pour réaliser ce projet, le gouvernement a immédiatement annoncé qu'il vendait ces sociétés en catastrophe au plus offrant. Autrement dit, le gouvernement a indiqué que tout acquéreur intéressé n'aurait pas à acheter ces sociétés à leur juste valeur marchande puisqu'il voulait les vendre à tout prix. A mesure que les mois ont passé, le gouvernement a été de plus en plus aux abois...

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre. J'aimerais rappeler au député qu'il semble s'engager dans un débat. D'autres députés demandent la parole pour poser des questions au député de Laval (M. Ricard). Le député voudra peut-être maintenant terminer son discours.

M. Kaplan: Madame la Présidente, veuillez m'excuser. Je croyais avoir la parole pour participer au débat. Je demanderai la parole plus tard et je propose de restituer au député le temps de parole normalement prévu pour les questions et commentaires. Je n'avais pas l'intention d'utiliser ses 10 minutes en prenant la parole.

• (1240)

[Français]

M. Langdon: Madame la Présidente, j'ai quelques questions pour mon ami l'honorable député de Laval (M. Ricard). La première question, je pense, c'est: Pourquoi est-ce qu'on trouve des différences entre ce que le gouvernement a dit au sujet de la de Havilland et ce qu'il a dit ici au sujet de la Canadair? On a dit qu'avec la de Havilland il est nécessaire d'avoir une société qui peut aider la de Havilland en ce qui a trait à tous les problèmes de marché. On a dit aussi qu'il est nécessaire de trouver une société qui peut donner de la technologie à la de Havilland. Mais maintenant on trouve quelque chose qui est différent, une suggestion que cette vente à la Bombardier, ce sont ces choses pour aider la Canadair sur le marché, ce sont ces choses dont on a dit que c'est de la technologie qui peut aider la Canadair. Sans ces choses, c'est un grand succès? C'est la première question.

La deuxième question, c'est quelque chose qu'on ne voit pas dans ce que le député a dit. C'est la question de prix. Comme